



Perrine Goulet

Députée LREM de la Nièvre

La voix de l'expérience

Elle n'avait pas vu venir. Lorsqu'elle s'est lancée en politique, en 2017, Perrine Goulet n'avait aucune « cause » à cœur, si ce n'est son adhésion aux idées nouvelles d'Emmanuel Macron. Cette députée La République en Marche (LREM) vient d'obtenir la création d'une mission d'information sur l'aide sociale à l'enfance (ASE). Pas une évidence à première vue – la députée est membre de la commission des finances, rapporteure spéciale sur le budget du sport –, mais tout sauf un hasard : Perrine Goulet a grandi, de 9 à 18 ans, dans un foyer de l'ASE. Un passé qu'elle avait pris soin de ne pas ébruiter. « Beaucoup de mes amis l'ont découvert à l'occasion de mon mandat. J'avais mis comme un chapeau là-dessus. J'ai trop souffert, à l'époque, de l'étiquette stigmatisante d'"enfant placé", pour avoir envie que ça continue », confie cette mère de famille. « C'est une fois élue que c'est venu à moi : j'ai été invitée par des associations telles que l'Enfant bleu ou Enfance famille adoption, et j'ai réalisé là que ce que j'avais vécu était encore d'actualité. »

Faire bouger les choses

Dès début 2018, Perrine Goulet réclame, en vain, une mission sur le sujet. Elle retente sa chance en octobre : mauvais *timing*, c'est le début des « gilets jaunes ». « Ensuite, rappelle la députée, le gouvernement a annoncé la nomination d'un haut-commissaire ». Celle-ci tarde, avant d'intervenir, opportunément, après la diffusion TV d'un documentaire à charge sur la protection de l'enfance (1) : ce sera finalement un secrétariat d'État, confié à Adrien Taquet et non à Perrine Goulet. « Peu importe, balaie la députée. Je n'ai pas d'ambition politique. Ce qui m'importe, c'est de faire bouger les choses tant que je suis là. »

Elle entend bien le faire *via* la mission d'information rattachée à la présidence de



© DK

l'Assemblée nationale qu'elle a finalement obtenue. « Nous allons aller voir pourquoi ça ne marche pas. Est-ce un problème de volonté politique, un problème financier ? » Perrine Goulet se félicite que la mission soit collective – 23 membres, de tous les groupes parlementaires : « Je n'aurais pas été à l'aise avec une mission individuelle, mon regard est forcément biaisé », reconnaît celle qui soutient la mobilisation d'ex-enfants placés réunis au sein du Collectif #LaRueA18ans. Outre ces derniers, la députée entend rencontrer tous les acteurs de la protection de l'enfance, pour comprendre pourquoi on a aujourd'hui « un système qui broie des enfants, des éducateurs, des assistants familiaux ». Et d'évoquer sa rencontre avec une éducatrice de son ancien foyer : « Elle a arrêté car elle avait le sentiment de broyer les enfants. Sur 24 élèves de sa promotion d'éducateurs, 23 ont changé de métier ! ». Pas question pour autant de diaboliser l'ASE : « Bien sûr, elle sauve plein d'enfants ! La mission ira voir ce qui se fait de bien, pour en tirer des bonnes pratiques. Malheureusement, les politiques connaissent souvent peu et mal ces

sujets... », regrette la députée, qui aurait aimé voir plus de présidents de conseils départementaux à la soirée de mobilisation du 12 mars de #LaRueA18ans (2). Son idée : faire émerger « des solutions sur étagère », pour les mettre à disposition des départements plus en difficulté, résume cette cadre, reprenant pour l'occasion le jargon de l'entreprise. À sa sortie du foyer, Perrine Goulet a eu la chance d'être accueillie par la famille du futur père de ses enfants. Après des petits boulots, elle est entrée chez EDF et a gravi les échelons au sein de l'entreprise, obtenant un BTS par le Cned, puis un master en conception de systèmes d'information. Un joli parcours, qui n'est pas le lot de tous ses congénères...

Travailler vite

La députée s'avoue d'ailleurs dubitative quant à la mission confiée à Brigitte Bourguignon (3), « alors que sa proposition de loi sur l'accompagnement des jeunes majeurs jusqu'à 21 ans avait été adoptée par la commission des affaires sociales ». Et espère bien voir arriver enfin ce texte dans l'Hémicycle : « En fera-t-on un droit pour les jeunes ou une simple préconisation ? Moi je n'ai rien contre un droit. Il faut un cadre national pour ces politiques, sans entraver la libre administration des collectivités. » De son côté, elle entend travailler vite, pour « pouvoir nourrir les décisions prises par Adrien Taquet » dans son « pacte pour l'enfance » promis d'ici l'été. Perrine Goulet est « dans l'action ». Et n'analyse pas encore le tour que lui a joué son aventure politique. « Ce n'est pas le plus simple pour moi. Peut-être avec le recul je réaliserai que cela m'a permis d'aller au bout de mon histoire. » ■

Marion Léotoing

(1) www.tsa-quotidien.fr, 16 janv. 2019.

(2) www.tsa-quotidien.fr, 14 mars 2019.

(3) www.tsa-quotidien.fr, 14 mars 2019.